



COMMUNIQUE INTERSYNDICAL SUITE À LA GRÈVE DU 8 AVRIL

Première grève intersyndicale départementale 93 appelée à l'ère de la COVID-19, des confinements et du télétravail de masse, une trentaine d'agents en grève se sont rassemblés devant la DDFIP 93 à l'appel des syndicats CGT, Solidaires et CFDT Finances Publiques 93.

Même si le pourcentage de grévistes est faible (5 %), nous nous félicitons d'avoir maintenu la grève malgré les circonstances. Une délégation a rencontré le DDFIP 93 pour porter les revendications que nous avons mises en forme après plusieurs mois de tournées et d'heures syndicales sur le département.

Prime de fidélisation

Concernant la prime de fidélisation, nous avons dénoncé la note d'application mise en place par la DGFIP. Ne correspondant pas au décret initial, particulièrement pénalisante pour les agents les plus anciens, elle exclut en plus tous nos collègues de la CID de la DISI Île-De-France qui travaillent avec nous depuis des années.

Le DDFIP 93 s'est engagé à prendre l'attache des autres administrations pour évaluer leur note d'application et à retourner vers la Centrale pour vérifier la conformité des textes. Sur la question des agents de la CID, il va prendre l'attache de la DISI pour voir ce qu'il est possible de faire.

ASA Gardes d'enfants et télétravailleurs

Nous avons remonté à la DDFIP 93 tous les dysfonctionnements que nous avons déjà constatés dans l'application de la note du Secrétariat Général, notamment les refus d'ASA pour des télétravailleurs qui ont des enfants en crèches et/ou en école primaire (CP au CM2).

Il nous a confirmé que l'application de l'ASA pour tous les agents concernés étaient de droit dès que ceux-ci en faisaient la demande. Visiblement le message étant mal passé avec les chefs de service, il s'est engagé à refaire un point avec eux. En cas de difficultés rencontrées sur ces sujets, il invite les agents et les syndicats à saisir directement les RH.

Sur la question des ASA pour les agents ayant des enfants au collège, il oppose une fin de non-recevoir, cela ne relevant pas de son champ de compétence. Idem quand nous avons signalé qu'avec la fermeture des collèges une semaine supplémentaire, les collègues en ASA avec des enfants plus jeunes seront de fait obligés de poser une semaine de congés forcés.

Pour notre part, nous revendiquons toujours la bascule de tous les agents ayant des enfants de moins de 16 ans en ASA quelle que soit leur situation. Nous appelons tous les agents à nous remonter les difficultés rencontrées sur ces sujets.

Campagne IR

Concernant Gestpart, le DDFIP a confirmé que le logiciel étant en phase d'expérimentation, celui-ci ne serait finalement pas utilisable avant le 1^{er} mai. Après cette date, il ne sera utilisé que par les agents volontaires ayant une maîtrise du logiciel.

De fait, cette annonce invalide la note de campagne IR obligeant de saisir les déclarations des contribuables relevant d'autres SIP.

Elle est surtout une preuve supplémentaire de l'incompétence générale à l'œuvre à tous les niveaux de la DGFIP. Mais c'est un pas en avant pour les agents en SIP qui n'auront pas à effectuer la campagne sur un logiciel inconnu.

Réouverture des accueils

Face à notre revendication de réouverture des accueils avec un système de jauge pour la durée de la campagne, il a opposé un refus net. Quand nous avons dénoncé le deux poids deux mesures à l'œuvre sur la région Île-De-France (le Val-de-Marne et Paris permettant l'accès des usagers aux locaux), il nous a annoncé qu'au contraire, ces départements risquaient de rebasculer en APRDV.

Là aussi, nous dénonçons les processus en cours qui visent à la fermeture définitive des accueils sous couvert d'épidémie en s'appuyant sur le déploiement en masse du télétravail.

Suppressions de postes, contractualisation et vacances d'emplois

Sur la question des vacances de postes, il nous a annoncé qu'au vu du volume d'emplois C prévus suite au concours, normalement tous les postes seront comblés à la rentrée 2021. Sur les cadres A, il attend que Bercy et les Directions Nationales aient fait leur marché dans les inspecteurs stagiaires pour connaître l'étendue des dégâts.

Nous avons remonté la souffrance des agents dans les services, confrontés à une campagne IR avec des agents seuls sur leur secteur, les SIE submergés par les FDS et la provocation que représentait l'embauche de 20 contractuels en CDD de 6 mois alors que Bercy décidait de nous supprimer 41 emplois. Nous avons dénoncé la loi de Transformation Publique, qui permet maintenant les embauches de contractuels sur des emplois pérennes pour remplacer les fonctionnaires titulaires dont les emplois sont supprimés.

Les syndicats CGT Solidaires et CFDT Finances Publiques 93 se réuniront à nouveau après les vacances d'avril pour préparer la journée de grève nationale du 10 mai appelée par nos syndicats DGFIP et la riposte nécessaire sur la base de nos revendications !

Nos revendications sont claires et état d'urgence sanitaire ou pas, nous continuerons à nous battre et à nous mobiliser pour défendre le service public, et nos statuts de fonctionnaires de la DGFIP !